



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 2005 - 7 septembre 1995 - 5 F

D 2005 MEXIQUE : LE CHIAPAS DANS LA CRISE DU RÉGIME

Les négociations entre l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et le gouvernement traînent en longueur depuis plus de dix-huit mois (cf. DIAL D 1998). En juin 1995 l'EZLN annonçait une "consultation nationale et internationale" sur le bien-fondé et l'avenir du mouvement indien du Chiapas; cette consultation devait se terminer le 27 août. Le 4 juillet, un quatrième tour de négociations intervenait et se soldait par un nouvel échec. Il en était de même une cinquième fois du 24 au 27 juillet, la prochaine séance étant prévue pour le 5 septembre.

Pendant ce temps-là, du côté de l'Église catholique, les événements liés au Chiapas se succédaient : expulsion de trois prêtres étrangers du diocèse de San Cristóbal de Las Casas (cf. DIAL D 2001); rencontre entre l'EZLN et quatre évêques mandatés par la Conférence épiscopale mexicaine; nomination par le Saint-Siège d'un évêque coadjuteur (avec droit de succession) auprès de Mgr Samuel Ruiz. Cette mesure ecclésiastique, a priori favorable à Mgr Samuel Ruiz, est à situer dans le cadre du long conflit religieux et politique dont la cible est l'évêque de San Cristóbal de Las Casas (cf. DIAL D 1823 et 1964).

Dans le dossier ci-dessous :

- Texte du questionnaire de la "consultation nationale et internationale" du zapatisme;
- Le cinquième tour avorté des "conversations de paix" à San Andrés;
- L'évêque coadjuteur de San Cristóbal de Las Casas.

Note DIAL

1 - Les cinq questions de la "consultation nationale et internationale" du mouvement zapatiste du Chiapas (extraites du communiqué de l'EZLN de juin 1995)

Pour nous, pour les zapatistes, la voix de la société civile est importante. Votre voix a de la valeur, elle est une force pour les zapatistes. Nous voulons écouter ce que vous avez à dire et savoir ce que vous pensez pour que nous puissions aller de l'avant.

Nous nous adressons à tous nos frères pour leur proposer une consultation nationale et internationale propre à nous orienter dans la poursuite de notre marche et sur la direction à prendre en cette heure historique.

Nous vous proposons d'organiser une grande consultation nationale sur la base des questions suivantes :

1. Es-tu d'accord sur le fait que les principales revendications du peuple mexicain sont la terre, le logement, le travail, l'alimentation, la santé, l'éducation, la culture, l'information, l'indépendance, la démocratie, la liberté, la justice et la paix?

2. Les différentes forces démocratiques doivent-elles s'unir en un front élargi d'opposition et se battre sur la base des treize principales revendications?

3. Faut-il procéder à une réforme politique en profondeur en fonction de critères garantissant l'équité, la participation civique, y compris celle des citoyens hors parti et hors gouvernement, le respect du vote, un cadre fiable, ainsi que la reconnaissance de toutes les forces politiques nationales, régionales ou locales?

4. L'EZLN doit-elle se transformer en force politique indépendante et nouvelle?

5. L'EZLN doit-elle se joindre à d'autres forces et d'autres organisations pour former une nouvelle organisation politique?

Voilà les cinq questions auxquelles répondre par "oui", "non" ou "je ne sais pas". Ce sont cinq questions auxquelles nous devons tous répondre pour nous permettre d'aller de l'avant.

2. Les "conversations de paix" de San Andrés Larráinzar des 24-27 juillet 1995 (Correspondance particulière)

LA GUERRE DES MOTS ET LES QUESTIONS DES ÉVÊQUES

Lors de ce cinquième tour des conversations de paix, les mots ont crûment traduit ce qu'avaient révélé les attitudes pendant les quatre négociations antérieures : pour l'exécutif, son mépris envers son interlocuteur indigène, et pour l'EZLN, le manque total de crédibilité du gouvernement. Dans ce bombardement d'insultes, le dialogue est revenu à la case départ puisque la délégation officielle a retiré ses débiles avances antérieures de détente et refusé de recevoir les contre-propositions du groupe zapatiste. La Commission nationale d'intermédiaires-CONAI (l'instance de médiation) a évité l'explosion et réussi à faire suivre l'ordre du jour prévu grâce à un nouvel instrument de travail qui ordonne les tâches de la prochaine session qui ne sont encore que préparatoires au débat de fond mais qui permettent aux deux délégations de réaffirmer leur volonté de continuer à chercher une issue politique au conflit.

Dans sa tentative de déblocage, l'EZLN a proposé une rencontre parallèle au plus haut niveau : entre Marcos et le nouveau ministre de l'intérieur Chuayffet. Mais, depuis Mexico, les bureaux de celui-ci accusèrent l'EZLN d'obstruction systématique tandis que, depuis San Cristóbal, ses représentants s'offusquaient de mettre les deux personnalités à un même niveau de hiérarchie. Les zapatistes ont répondu en évoquant la Conquête : comme il y a 500 ans, il n'y a ni rencontre ni dialogue mais seulement un choc brutal et agressif.

Le seul accord concret a été de continuer, donc de fixer une date, que la délégation gouvernementale a reculée jusqu'au 5 septembre. Les mauvaises langues disent que ce retard permet à la délégation de prendre ses vacances. Mais les politiques pensent que cette date tardive tient compte d'un agenda clarificateur des positions respectives : après la consultation nationale et internationale demandée par Marcos, fixée au 27 août, et après le rapport annuel du président Zedillo devant les Chambres, le 1er septembre. Prudemment, la CONAI a demandé aux deux délégations un échange préparatoire de documents le 20 août pour faciliter la conciliation.

Comme toujours, des événements marginaux ont coloré la rencontre et l'ont affecté d'un autre coefficient. Une délégation de quatre évêques de la Conférence épiscopale mexicaine avait demandé à Mgr Samuel Ruiz de leur faciliter une rencontre en direct avec l'EZLN. Il avait été décidé de profiter d'un temps mort durant les négociations de San Andrés. En fait, les évêques paralysèrent la première journée de dialogue parce qu'ils prirent tout leur temps non seulement avec l'EZLN mais également avec les trois autres instances : la délégation de l'exécutif, celle du Parlement (la Commission parlementaire pour la concorde et la pacification-COCOPA) et la CONAI.

Ce fut l'occasion d'une longue et instructive conférence de presse donnée par l'EZLN et les évêques. Après avoir souligné que leurs conversations mutuelles avaient été sincères, respectueuses et même chaleureuses, le président de la Conférence épiscopale Mgr Obeso, justifia la démarche des évêques par l'impact national évident du mouvement zapatiste, par l'importance d'associer les millions de Mexicains interpellés, la plupart croyants, à ce grand dialogue patriotique qui ne peut se dérouler dans la précipitation. Ses arguments, par conséquent, coïncidaient avec ceux que défend la délégation zapatiste devant la représentation gouvernementale qui craint une nationalisation du conflit, redoute la repolitisation des masses du pays, et précipite les délais des accords de paix.

Le commandant David, coordinateur de sa délégation, expliqua aux évêques que si le dialogue patinait c'était en raison de l'intransigeance du gouvernement, la même que celle qui, avant le dialogue, les avait obligés à suspendre les moyens légaux et pacifiques de la lutte sociale pour prendre le parti du soulèvement armé, au risque de leurs propres vies. Comme démenti à l'hypothèse gouvernementale de la déroute zapatiste, il manifestait aux évêques, devant le cordon de la police militaire, que la position officielle de fermeture et d'inflexibilité pourrait refaire parler les armes. Il leur rappela que, comme pasteurs qui sacrifient leurs vies pour leurs brebis, ils doivent savoir ce que signifie ce risque. Ensuite, devant le vaste auditoire de la société civile et des cordons de paix, le commandant Zebedeo se chargea d'évacuer un doute persistant des évêques : quelle est la main invisible des non Indiens qui semble être derrière l'EZLN? Sa réponse tranquille fut tout simplement : "Il n'y a pas de mystère, ce sont ceux qui applaudissent en ce moment : la société civile et les milliers de volontaires du cordon de paix". La dernière question des évêques aux zapatistes portait sur leur insistance à insérer le problème de la femme dans l'agenda des négociations; Zebedeo en appela à l'Évangile : "Après le désastre du Calvaire, qui a recueilli le corps du Christ? les saintes femmes. C'est pourquoi, dans la débâcle du pays, nous demandons que la femme conquiert sa place dans la nation".

3. Nomination par le Saint-Siège d'un évêque coadjuteur auprès de Mgr Samuel Ruiz, médiateur de la Commission nationale d'intermédiaires-CONAI (14 août 1995)

1) Lettre de Mgr Samuel Ruiz "à la communauté diocésaine de San Cristóbal de Las Casas, aux agents de pastorale, à tous ceux qui nous accompagnent dans notre marche" :

Très chères soeurs et chers frères,

Il m'est agréable de vous informer que Sa Sainteté le pape Jean-Paul II a désigné Mgr Raúl Vera López comme évêque coadjuteur de notre diocèse pour (selon la communication qu'il m'a fait parvenir) "*le bien de cette portion des fidèles du Seigneur, en vous offrant une aide valable et efficace*"¹.

Depuis sa prime jeunesse Mgr Raúl connaît de près notre réalité missionnaire. Et déjà comme évêque du diocèse de Ciudad Altamirano, semblable au nôtre du point de vue des dramatiques conditions de pauvreté et de marginalisation, sa sensibilité et sa proximité des gens ont marqué son service épiscopal. C'est pourquoi nous accueillons cette décision pastorale dans l'assurance que son âge, son expérience et son engagement évangélique seront d'un apport significatif au renforcement de notre marche.

Mgr Vera López a participé à la Conférence générale de l'épiscopat latino-américain à Saint-Domingue, ayant ainsi l'occasion de ressentir de près le souffle du concile oecuménique Vatican II dans l'Église latino-américaine.

¹ Mgr Vera est dominicain. Les évêques de San Cristóbal ont été dominicains depuis Las Casas en 1515 jusqu'en 1612, puis de 1684 à 1706, soit un total de 88 années. Mais tous ont été anti-lascasiens. Mgr Vera, quant à lui, apporte son soutien à la canonisation de Bartolomé de Las Casas (NdT).

Il est depuis le 10 janvier 1994 membre de la commission épiscopale pour la paix et la réconciliation, en raison de quoi il connaît également les difficultés et les défis de la recherche de paix. De la sorte, les tâches pastorales de la réconciliation et la démarche synodale actuellement en cours dans notre diocèse se trouvent enrichies de son apport.

Je demande à tous, dans la conjoncture présente de notre recherche de paix, de mettre évangéliquement en valeur la désignation de notre frère Raúl Vera et de l'accueillir de telle sorte que notre diocèse soit un signe d'espérance et de communion ecclésiale.

Que Seigneur Jésus, pour l'avènement de son Royaume auquel nous travaillons, nous garde fermes dans notre tâche pastorale.

2) Lettre des agents de pastorale du diocèse de San Cristóbal de Las Casas à Mgr Samuel Ruiz, évêque titulaire :

Nous avons appris aujourd'hui que le Saint-Père Jean-Paul II a nommé comme évêque coadjuteur de ce diocèse de San Cristóbal de Las Casas Son Excellence Mgr Raúl Vera López, dominicain, jusqu'alors évêque de Ciudad Altamirano. En tant qu'agents de pastorale de ce diocèse, qui a été et continue d'être votre diocèse, après avoir réfléchi à la lumière de la Parole de Dieu sur cet événement comme signe providentiel d'espérance pour le peuple chrétien, nous tenons à vous exprimer, Excellence, nos sincères remerciements pour votre fécond labeur pastoral de trente-cinq ans au long desquels nous avons pu voir que vous avez mis votre vie au service de Dieu et des fidèles, principalement les plus pauvres, qu'ils soient métis, paysans ou indiens, sans discrimination aucune.

Parce que nous savons que la présence de l'évêque coadjuteur est pensée comme "*une aide valable et efficace*" dans la tâche pastorale en ces moments difficiles de la marche du diocèse, nous tenons en tant qu'agents de pastorale à vous faire savoir, Excellence, que vous restez pour nous le pasteur, le père et le guide de cette portion des fidèles de Jésus.

En demandant au Seigneur que vous retrouviez toute votre santé² et en désirant votre retour dans le diocèse pour continuer votre tâche apostolique, nous restons à votre disposition, unis dans la prière et dans l'amour du Christ et de son Église.

Au nom des agents de pastorale et avec toute notre affection.

(Suivent une douzaine de signatures).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

² Mgr Ruiz se trouvait alors en repos à México pour un problème bénin de santé (NdT).